

ORDRE MAJEUR ET DÉSORDRES MINEURS ? EXPOSÉ DE MALENTENDUS, À PROPOS D'UNE GUERRE, DE SES CAUSES ET DE SES CONSÉQUENCES

Jean-Claude VATIN*

Lorsqu'il a été question de retenir un thème pour cette quatrième rencontre franco-égyptienne, un sujet s'est imposé presque de lui-même de par sa brûlante actualité. Une question venait alors (fin 1990) naturellement à l'esprit : quel nouvel ordre était susceptible de surgir de la Guerre du Golfe qui avait embrasé une région et traumatisé le Moyen-Orient ? En d'autres termes, quels effets l'affrontement du Koweït risquait-il d'avoir, et ce à trois niveaux. En premier lieu, sur la redéfinition des politiques, sur les équilibres sociaux et les choix économiques, sur la stabilité des régimes, les processus de démocratisation et la montée des forces d'inspiration islamiste, *au sein de chaque Etat*. En second lieu, sur les relations interarabes, les alliances, les projets d'unification, les institutions communes (Ligue arabe, par exemple), conçues dans le cadre d'un ensemble régional. Enfin, sur la place à laquelle le monde arabe, et le Moyen-Orient dans son ensemble, pouvaient prétendre désormais ou dans le proche avenir, en fonction de la redistribution des rôles, de la modification des forces et capacités d'influence des partenaires externes (superpuissances, ex-puissances coloniales, Etats non arabes) et de l'importance des nouveaux enjeux, soit dans une perspective globale, au plan *mondial*. Celui là-même traité par Marcel Merle (1).

D'entrée, deux remarques s'imposaient : 1^o Il paraissait difficile de parler de « nouvel » ordre régional, en ceci que le monde arabe n'émergeait pas de la crise avec des normes suffisamment différentes, un mode d'organisation d'un nouveau genre ; une structure voire une nature transformées au point de parler de mutation ; 2^o le conflit lui-même n'était pas la cause de renversements stratégiques à la dimension de la planète, mais son illustration. De fait, l'échec de l'Irak, révélait moins sa faiblesse foncière que la perte d'un allié de taille, liée à la disparition de l'URSS de la scène arabe.

Il convenait de constater aussi que la notion d'ordre, elle-même, laissait perplexe. Si l'on passe sur les débats sémantiques autour du concept – qui évoque aussitôt toute une variété de sens – et si l'on choisit de privilégier le synonyme d'ordonnement et de configuration, force est de reconnaître que l'accord est loin de s'établir sur les origines comme sur les manières dont ledit

* Directeur de recherche au CNRS, Directeur du CEDEJ.

(1) MERLE Marcel, *La crise du Golfe et le nouvel ordre international*, Paris, Economica, 1991.

ordonancement se présente et est agencé, par rapport à ce qu'il était avant le conflit irako-koweïtien, lui-même transformé en affrontement armé régional, puis international.

Pour les uns, l'ordre politique – le pluriel conviendrait mieux ici – est quasiment de même essence qu'auparavant, en tout cas à peine altéré. Pour d'autres, au contraire, la situation politique (et ce qui la sous-tend ou l'anime) ne saurait être comparée à celle d'avant 1990. Nous sommes donc en présence de toute une gamme d'opinions et d'interprétations, rassemblées autour des binômes habituels nature/degré, structure/conjoncture, répétition/révolution ou conservation/rénovation, et situées à des niveaux (locaux, nationaux, régionaux, mondiaux), interconnectés certes mais le plus souvent de façon contradictoire. D'où de multiples discours amphibologiques sur la guerre et ses acteurs.

Pour tenter de déblayer un tant soit peu le terrain – quitte à énoncer ce qui est devenu évidence et rappeler des données désormais connues de tous – et, en même temps, introduire aux réflexions des principaux participants au colloque d'Aix, on peut avancer plusieurs hypothèses pas forcément concordantes. La première infère que l'ordre mondial n'a guère souffert de ce désordre à tout prendre mineur provoqué par l'occupation irakienne du Koweït, alors que l'ordre régional, lui, peut avoir subi des perturbations dont nous n'avons pas encore conscience. La seconde suggère que certains ordres locaux (socio-politiques ou ethno-étatiques) risquent de subir de plus graves contrecoups à moyen terme. Dans les deux cas, le malentendu règne. Les opinions restent tranchées; chacun trouvant des arguments pour démontrer que la guerre du Golfe a ou non bouleversé « l'ordre des choses ».

Visions globales : Tout et rien

Les tenants du point de vue, confortable, de Sirius, se divisent sur les causes et les conséquences de la crise du Golfe, appréciées à différents niveaux, en gros en deux catégories : les uns insistent sur la continuité, les autres parlent d'altération; la réalité, elle, est plus nuancée.

Permanences

Ceux qui avancent qu'il n'y a eu aucun changement fondamental, que la guerre n'a abouti qu'à rétablir le *statu quo ante*, ont quelques arguments à faire valoir. Ils constatent que l'intervention des « alliés », a eu des effets uniquement conservateurs et que c'était bien là son but réel. Les mêmes leaders sont en place, dont certains font preuve d'une longévité politique remarquable.

Les « petits monarques », Hussein de Jordanie (recordman en la matière) et Hassan du Maroc, comme les « frères ennemis » ba'histes, Hafez el-Assad (le « vainqueur ») et Saddam Hussein (le « vaincu ») comme les pétro-princes, à commencer par le Sheikh al-Sabah lui-même, et les mini-despotes qui ont appelé l'Occident à leur secours, tous continuent à représenter aux yeux du monde, et tout spécialement du gouvernement américain, des sociétés, des pays, des Etats. Ils sont la caution vivante de cette fameuse *stabilité*, même si le maintien, ici de l'autocratie (la dictature d'un homme) ou là de l'oligarchie (la tyrannie d'un

groupe), doivent en être le prix. En fait de stabilité, il s'est agi de renforcement, dans le cas du Koweït d'une véritable restauration, et dans celui de l'Irak – et sans doute à la demande de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte – de préserver un système politique et de conserver son chef, pourtant honni et assimilé à Hitler par Georges Bush. (Telle fut la conséquence de l'interdiction faite au général Schwarzkopf de pousser ses troupes jusqu'à Bagdad).

Il est vrai que, d'un certain point de vue, il faut reconnaître qu'aucun des bouleversements politiques annoncés ne s'est produit, ni que le début d'un « nouvel ordre mondial » (bien mal nommé étant donné les antécédents) n'a eu la moindre chance de voir le jour. Les mêmes acteurs occupent les mêmes places, jouant les mêmes rôles, ou peut s'en faut, qu'avant la guerre. Les institutions n'ont pas subi de contrecoups importants. A deux faibles exceptions près (la rectification de frontière favorable au Koweït et la zone de protection internationale créée au nord de l'Irak pour assurer la protection de la minorité kurde), les territoires n'ont pas subi de modification. Le paysage arabe paraît immuable. Au point qu'aucun des récurrents conflits frontaliers à l'origine du conflit ne peut être considéré comme résolu, ce qui laisse supposer qu'ils referont surface à la première occasion. Et ceci rappelle une constante de la configuration géopolitique moyen-orientale : au Maghreb comme au Machreq (Égypte exceptée) l'existence de frontières récentes, artificielles, d'inspiration étrangère. Le fait qu'elles soient les mêmes après les affrontements du Golfe qu'avant est à verser au crédit des avocats de la continuité mais peut, tout autant, renforcer le jugement de ceux qui y voient une des sources de perturbation ultérieures.

Par contre avec des si – Si Saddam Hussein avait été écarté du pouvoir ; si l'émir du Koweït avait dû payer son retour dans les fourgons américains de concessions et céder à ce que l'on nomme l'opposition démocratique le rétablissement du parlement dans ses droits ; si la quasi-théocratie saoudienne avait échangé sa survivance contre un véritable élargissement de son assise socio-politique ; a fortiori si le roi Hussein avait été conduit à quitter son trône ; si les « masses » arabes avaient contraint les gouvernements engagés du côté des « alliés » à retirer leurs troupes, alors les commentateurs auraient eu de quoi se mettre sous la plume et parler de transmutations.

Autre argument en faveur de la stabilité : la continuité américaine. Les Etats-Unis constituent toujours la première force militaire du Moyen-Orient. Ils demeurent prêts à assurer la défense des sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz du « monde libre ». Ils restent l'allié inconditionnel d'Israël, vainqueur de l'affrontement par troupes américaines interposées. Celles-ci sont devenues les cautions de l'ordre régional qu'elles ont restauré, les protecteurs naturels des Etats limitrophes du Golfe arabo-persique et de toute la péninsule, en même temps que les meilleurs garants des régimes en place, aussi différents soient-ils. L'interventionnisme du président Bush a confirmé que l'Amérique entendait régler les questions politiques à l'aune d'intérêts stratégiques bien conçus ; ce qu'elle n'avait cessé de faire depuis la seconde guerre mondiale, plus précisément depuis 1948.

Même l'interrogation majeure – touchant non la détermination de Washington elle-même mais la volonté des dirigeants d'entrer dans les arcanes locaux, les jeux d'alliances mouvants entre pays frères et Etats rivaux – est

restée pendante. Qui pouvait prédire si la « leçon du Golfe » allait conduire Washington à sortir de la quadrature du cercle qui lui imposait à la fois de s'assurer de sources d'énergie, de maintenir la paix et de promouvoir une démocratisation des pouvoirs en place, donc de s'engager dans un rééquilibrage régional, impliquant au moins quatre types de pressions ? Pour : 1^o amener Israël à des concessions en matière de territoire et, au delà, à la reconnaissance des droits des Palestiniens contre un traité de paix en bonne et due forme; 2^o garantir une plus juste répartition des richesses entre les sociétés du Moyen-Orient, tout en évitant que les prix du pétrole et du gaz ne s'emballent; 3^o imposer une limite à la course aux armements à laquelle la défaite-éclair de l'Irak ne saurait mettre fin, bien au contraire puisque tous les Etats vont se préparer en vue d'un nouvel affrontement; 4^o favoriser l'établissement progressif de codes de conduite politique disons plus « démocratiques » dans les Etats « alliés », en commençant par le Koweït sauvé du désastre mais non de ses démons. Le tout, sans perturber les équilibres sociaux savants et fragiles et en respectant les spécificités ethnico-politiques et en ménageant les nationalismes !

Et puisque l'on évoque la course aux armements, des observateurs s'empresent de dire que nous ne constatons pas de grands chambardements, là non plus. Il a d'abord été démontré que qui détenait les armes technologiquement les plus sophistiquées pouvait imposer sa loi, à condition d'en avoir la maîtrise absolue donc la « culture industrielle » d'accompagnement. A cet égard, l'Occident a pu prouver sa totale domination. Cette assertion, qui fait bon marché des « leçons » des défaites, française et américaine, au Vietnam, sous-entend qu'Israël risque de rester la principale puissance du Moyen-Orient, puisque la seule capable de disposer des savants, des ingénieurs, des matériaux, des techniques et outils requis. Elle ne vaut, de toute façon que dans un contexte encore dénucléarisé, ou non encore nucléarisé; tant il est vrai que la possession de l'arme atomique – que l'on peut prétendre retarder mais non pas éviter – risque de perturber les configurations en place et l'état des forces en présence.

Israël a tiré bénéfice de ce qui a été présenté comme une non-intervention, en réalité une non-réaction. Pour accroître ses capacités en matière de défense (échanger autant de fois que possible des *Scuds* explosés au dessus de son territoire contre des *Patriots*) et tenter de se conforter dans ses frontières, celles de 1948 élargies aux territoires occupés où le gouvernement se propose d'installer un nombre croissant de « colons », mot lourd de multiples connotations négatives et pas seulement hors d'Israël.

L'Arabie Saoudite, de son côté, principale puissance du Golfe désormais, a pu acquérir pour quelques dix milliards de dollars d'équipement militaire lourd pour renforcer son potentiel. Elle a pu soutenir, de son côté l'effort dit de guerre de la Syrie à la hauteur d'1,5 milliard de dollars. L'Egypte, elle, a acheté des avions et demandé des tanks de la nouvelle génération. Elle a même obtenu (fin 1990) que le gouvernement américain cautionne sa demande de modernisation de son système de protection aérienne (pour \$ 75 millions). Elle s'apprêtait à formuler d'autres demandes; sa dette militaire ayant été effacée dans les sables du Koweït. Pour ne rien dire des efforts de rééquipement de la Turquie, voire de l'Iran, devenus puissances à part entière dans une région jusque là

considérée comme arabe. Et finir en jetant un voile pudique sur les opérations de réapprovisionnement d'un Irak réputé exsangue, mais dont les acquisitions transitent par la Jordanie en toute impunité.

On pourrait pousser plus loin la démonstration des champions de la continuité, en signalant que la guerre a renforcé des régimes, que l'Occident aurait sans doute préféré voir fragilisés à l'occasion. C'est le cas de la Syrie, qui a su tirer de sa participation au sauvetage du Koweït le droit, non écrit, de renforcer son emprise sur le Liban. C'est aussi celui de l'Iran, qui a préféré apparaître comme modérateur en l'affaire que de pousser ses avantages, notamment par le biais des chiïtes du sud de l'Irak à l'issue de l'opération « *Tempête du désert* ». Et n'oublions pas trois des Etats précédemment nommés. L'Arabie Saoudite dont le poids régional est sorti renforcé. L'Egypte, elle aussi candidate au leadership arabe et enfin débarrassée de la concurrence irakienne. Et Israël qui, ayant monnayé sa neutralité armée au moment de l'établissement des bilans politiques, était soudain sensible au fait que durant les hostilités, les efforts de guerre américains avaient entraîné les Etats-Unis du côté de leurs alliés arabes (dont la présence sur le terrain avait beaucoup plus de valeur que Tsahal même) et qui cherchait à regagner son statut d'allié principal dans la région, et non à devenir un Etat-client parmi d'autres.

En contraste avec ce tableau des permanences, nous pouvons établir une contre-liste des modifications, tout aussi observables si l'on daigne changer d'angle de vue.

Changements

Le renversement le plus frappant réside dans ce que l'on pourrait nommer la dévalorisation politique du pétrole. Contrairement aux prévisions pessimistes, y compris de maints experts, ce sont les puits mais non les prix du pétrole qui ont flambé. Koweït et Irak, grands producteurs, acculés à ne plus rien monnayer des produits de leurs sous-sols respectifs, d'autres Etats ont pris le relais et compensé le déficit. L'Organisation des pays producteurs étant empêchée d'agir, du fait même du conflit, l'arme potentiellement la plus puissante à la disposition des acteurs de la région avait perdu sa valeur.

Un autre aspect patent des bouleversements observés à l'occasion de la guerre tient au rôle de l'URSS ou de ce qui est redevenu la Russie, après la fin de la guerre froide et de l'éclatement de l'empire. Pour des raisons plus internes qu'externes, les ex-Soviétiques ont dû passer la main au Moyen-Orient même si c'est contre leur gré et de façon jugée par eux transitoire. Au point de ne pouvoir peut-être, en tout premier lieu, conseiller à l'Irak de s'abstenir de s'attaquer au Koweït, et de lui apporter, une fois l'irréparable commis, soutiens militaire et diplomatique nécessaires, à un moment crucial du conflit, celui de l'affrontement direct avec l'Occident, lui-même cautionné par les Nations Unies. Au point de condamner la Syrie à se joindre aux alliés pour conserver une chance de faire entendre sa voix au moment des négociations de paix. Au point d'inciter les anciens protégés de l'URSS, à rechercher d'autres patronages. Au point de ne jouer que le rôle de figurant lors de la Conférence sur la paix au Moyen-Orient, pourtant placée sous le double patronage des Etats-Unis et de l'URSS (octobre 1991).

Et l'état de blocage – mais aussi d'équilibre, ne l'oublions pas – auquel la guerre froide entre les deux superpuissances avait condamné la région, ayant cessé, les conditions politiques générales d'un règlement de type nouveau – affectant les sociétés arabes elles-mêmes mais aussi les rapports de celles-ci avec le reste du monde – pouvaient être envisagées – sous le parapluie américain.

A ceci s'ajoute la montée en puissance des républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique, dont le rôle et les capacités d'influence sur la scène arabo-islamique, sont difficilement mesurables à moyen terme, c'est-à-dire tant que les rapports avec Moscou, leurs relations entre elles, et leur équilibre interne – notamment en fonction de leur politique vis-à-vis de leurs propres minorités – n'auront pas trouvé une issue satisfaisante. Mais on ne peut tenir pour nul le « retour » d'entités politiques de Transcaucasie et d'Asie centrale, dont six sont de confession musulmane et qui, historiquement, appartiennent au Moyen-Orient ni, plus encore affirmer que cette extension géographique ne risque pas de rebasculer l'ensemble de la région autour d'axes différents, en fonction de pôles d'un autre type que ceux qui prévalaient jusqu'à présent. La manière dont Saoudiens et Iraniens, pour ne citer qu'eux, se sont empressés de nouer des contacts avec ces républiques nouvellement indépendantes et tentent de les gagner à leur cause, autrement dit à leur conception de l'Islam, dont les Turcs envisagent de renouer des liens, et même dont Israël propose ses services à travers ses experts agricoles, laisse entrevoir comment pourraient s'effectuer ces rééquilibrages. Et ce au moment où la région n'est plus l'objet des disputes récurrentes entre puissances extérieures, donc où ses membres peuvent espérer prendre en charge leur propre destin. Et où l'influence américaine semble prête à se concentrer sur un objet prioritaire : l'entretien de l'égalité entre les forces, afin d'éviter l'apparition d'un second Saddam Hussein et la mainmise sur les richesses pétrolières de la région, non plus au prix de ventes d'armes alternées, tantôt au bénéfice des uns tantôt au profit des autres selon les règles de l'hydrostatique appliquées à la stratégie, mais d'un plan de paix à long terme intégrant, bien entendu, Israël.

Pour ce qui est des Etats-Unis, il paraît presque inconvenant de dire que leur situation est la même aujourd'hui qu'avant la guerre. Si le triomphe militaire a pu paraître modeste après coup – puisque l'Amérique n'en a pas tiré toutes les conséquences possibles ni n'en a profité pour imposer sa loi – l'intervention militaire n'en a pas moins bouleversé l'ordre des choses, les habitudes et les perceptions.

La détermination du gouvernement américain a conduit à transformer de fait l'affrontement en un quasi-face-à-face USA-Irak; les premiers étant appelés à punir un agresseur et à lui faire rendre le territoire dont il s'était emparé. Est-ce à dire que tout Etat de la région y regardera désormais à deux fois avant d'opérer la moindre annexion ou de se lancer dans une guerre fratricide ? La réponse à pareille question est ambiguë. D'un côté, peu de gens, au Moyen-Orient comme ailleurs, y compris en Irak même, imaginaient au début de l'intervention irakienne au Koweït que le Président Bush déciderait d'engager plus d'un demi-million d'hommes ni de transborder un matériel aussi lourd et sophistiqué dans une bataille menée si loin des Etats-Unis, ni ne mènerait, bannière étoilée au vent, ce qui fut perçu par beaucoup comme la première

guerre arabo-américaine de l'histoire. Pour ceux-là, nul doute que, l'URSS ayant disparu du paysage, l'Amérique peut et va exercer un contrôle sans partage sur la région.

Pour d'autres, la situation n'est pas si claire. Après tout, si les Américains ont bien réussi à effacer leur propre syndrome né du conflit vietnamien, celui de l'enlèvement suivi d'une défaite déshonorante, ils n'ont pas pour autant gagné une véritable guerre— faute d'adversaire.

Plus on s'éloigne du conflit, plus des voix se font entendre pour déclarer que — derrière l'écran de fumée de la propagande présentant l'armée irakienne comme la quatrième du monde et disposant de l'arme atomique, derrière les gesticulations intimidantes du début (occupation du Koweït) puis les rodomontades des armées étrangères personnalisées, par médias interposés, par le général Schwarzkopf (« *Desert Storm* ») — il n'y avait personne à affronter. Ce n'était qu'un semblant d'armée — peut-être 200 000 ou 250 000 hommes et non les 500 000 annoncés à grand son de trompe — que l'Irak opposait aux alliés en terre koweïtienne, un agglomérat de troupes mal entraînées, dépourvues du matériel indispensable, mal approvisionnées et délibérément sacrifiées par le pouvoir irakien. Et les témoignages des officiers et soldats engagés dans l'assaut final démontreraient plutôt que cette version-là est la bonne, eux qui ont constaté que les soldats irakiens ignoraient tout des préparatifs ennemis, ne les attendaient guère sur leur flanc, ne pouvaient leur opposer qu'une panoplie d'armes inadaptées et avaient déserté en masse avant même l'attaque, à la suite des bombardements systématiques préalables. Il n'y a donc eu qu'apparence de bataille, suivie d'une apparence de triomphe. Nous sommes plus près, dès lors, d'une opération de police type la Grenade ou Panama que d'une guerre digne de ce nom. Et, de toute façon, ce n'est pas ce genre de guerre-là qui va permettre aux stratèges d'en apprendre beaucoup sur les meilleures façons de régler un conflit au Moyen-Orient, ni aux politiques de considérer que les Etats-Unis peuvent intervenir à tout moment et en tout lieu avec d'égaux chances de succès.

Dans cette optique, si le potentiel d'intervention des Etats-Unis est sans commune mesure avec ce qu'il était antérieurement, ce n'est pas pour autant que son rôle s'en trouvera modifié en conséquence. Surtout si l'on pense à la dépendance grandissante de la politique étrangère par rapport à la politique intérieure, et au fait que l'opinion publique pourrait bien s'insurger, a posteriori certes mais d'autant plus violemment, d'avoir été entraînée dans une guerre lointaine sans l'autorisation préalable du Congrès par un Président fort de son bon droit en la matière et n'hésitant pas à le proclamer; de plus continuant à prétendre en public jusqu'à la fin de l'année 1990 que l'envoi de 230 000 hommes puis le doublement de ce chiffre n'avaient pour but réel que la défense de l'Arabie Saoudite (2). Mais d'un président affaibli, ayant perdu beaucoup de son crédit, et qui sait, à moins d'un an de l'échéance de son premier mandat, que ce n'est pas en se posant en champion d'une *pax americana* universelle qu'il renversera le courant défavorable des sondages et conservera son poste.

Mais la perception que les sociétés arabes ont des USA a certainement été modifiée, ce qui a pour implication de changer en conséquence les rapports

(2) Cf. SMITH J.E., *George Bush's war*, New York, Holt, 1992.

entretenus entre celles-là et ceux-ci. L'illusion que les Nations Unies pouvaient, à elles seules, rassembler les bonnes volontés pour mettre fin à l'agression irakienne n'a pas duré. L'idée, qui a prédominé dès la décision américaine d'envoyer des troupes et d'intervenir massivement, a rassuré ceux qui pouvaient douter de leur soutien. Les souverains qui ont craint pour leur trône, les gouvernements qui ont tremblé pour leur sécurité, les élites qui se sont senties menacées dans leurs privilèges, trouvaient une justification à leur confiance et de solides assurances dans le fameux parapluie américain; accords et traités passés avec l'Amérique démontraient une efficacité sans prix, pour ceux qui avaient échangé leur protection contre du pétrole.

Mais si des Arabes ont vu quelque avantage matériel à ce que les troupes américaines jouent les gendarmes de l'univers, une majorité d'autres ont constaté qu'elles avaient aussi pour fonction d'assurer la pérennité de régimes autoritaires, de monarchies rétrogrades et de clans monopolistes, ainsi que d'aider au maintien d'intérêts économiques égoïstes et d'écarts sociaux et ethniques en pleine contradiction avec les idéaux et buts poursuivis officiellement, notamment avec ces fameux droits de l'homme présentés comme le critère même d'une démocratisation étendue à l'ensemble de la planète. Les réactions des « masses » ou peuples arabes ont pu paraître inversement proportionnelles à la distance les séparant de l'aire du conflit, elles n'en ont pas moins détonné par rapport à celles de la plupart des élites dirigeantes.

Réalités

Le fait que l'Amérique soit entrée en guerre sans tergiverser outre mesure, et avec des moyens qui ont rapidement semblé disproportionnés par rapport à l'enjeu, a d'abord pris une grande partie du monde arabe au dépourvu. Il n'était plus question d'opérations ponctuelles, de quelques centaines de marines chargées de s'interposer dans la guerre civile libanaise, de raid aérien de sanction opéré contre Mu'ammar Qaddafi, ni même de protection accordée aux bateaux koweïtiens pendant la guerre irako-iranienne. L'échelle était tout autre, le degré et la nature de l'engagement aussi. Et la présence, en quelques mois, d'une armée de plus de 500 000 hommes en terre arabe, pire près du plus haut lieu saint de l'Islam, représentait un précédent et aussi un risque d'une autre ampleur qu'en 1961, lorsque 7 000 soldats britanniques avaient été appelés une première fois à défendre l'intégrité du Koweït.

L'Occident par le biais de ses bateaux, ses avions et ses tanks, dévoilait ses véritables intérêts, et ceux-ci portaient la marque d'une certaine continuité. Que la première puissance du monde se soit lancée dans pareille entreprise – flanquée des anciens maîtres de la région (Britanniques et Français) et cautionnée par des troupes envoyées par des Etats-clients prêts à tirer quelque bénéfice de leur caution (bien autrement déterminante que leur soutien logistique) – signifiait pour beaucoup, d'Agadir à Téhéran, que le Nord avait décidé moins de ramener une fraction du Sud à la raison et d'empêcher qu'une injustice reste impunie que de lui imposer sa volonté.

L'impérialisme de la première moitié du siècle renaissait, sous une forme différente certes – car personne de sensé n'imaginait vraiment que les Etats-Unis allaient s'installer dans la région – mais tangible, celui de l'intervention,

du « big stick ». Et ce, alors que les idéologies ou utopies de la modernisation diffusées antérieurement tant par l'Ouest (capitalisme) que par l'Est (marxisme) paraissaient totalement démonétisées et que les illusions de l'indépendance par l'industrialisation avaient vécu. Nul doute, dans ce contexte, que les manifestations de la surpuissance américaine ne soient apparues comme autant de camouflets et d'affronts faits aux communautés arabes et musulmanes. Et le fait que les vainqueurs se soient ensuite préoccupés de protéger les Kurdes et Chiites d'Irak des représailles d'un Saddam Hussein ne pouvait que noircir le tableau un peu plus, puisque cela ne pouvait être perçu comme devant assurer la protection de minorités mais bien comme une intervention dans les affaires intérieures d'un Etat arabe déjà réduit par des armes occidentales.

Il est impossible d'établir, dès maintenant (janvier 1992), quelles traces cette réaction collective risque de laisser dans les esprits, les opinions, ni de prévoir quelles formes de comportements elle pourrait déterminer dans l'avenir. Les commentateurs – qui ont peut-être, au début du conflit, attaché trop d'importance aux manifestations publiques de Tunisie ou d'Algérie, sans pour autant prendre la mesure du soutien populaire que pouvait engendrer un Saddam Hussein se proclamant l'héritier de Saladin, remettant en cause *le statu quo* dans la région et proclamant qu'il réglerait l'abcès israélien – n'ont pas eu l'occasion, ultérieurement, d'apprécier l'impact émotionnel, traumatisant dans les mentalités, de l'arrivée puis du triomphe d'une invincible armada d'un nouveau genre. La défaite arabe de 1967 fournit pourtant un bon élément de comparaison, pour ce qui est des modifications, en profondeur, des ressentiments individuels comme des frustrations collectives, suites logiques d'un événement politique de grande amplitude; même si, par ailleurs, les régimes et personnels politiques, les stratégies économiques, les politiques publiques ne subissent, elles, aucun remaniement, aucune refonte d'envergure, dans les quelques mois, voire années, qui suivent.

De la même façon, il se pourrait fort que les régimes qui ont survécu si aisément à la crise puis à la guerre aient subi d'irréversibles altérations à un niveau qui nous échappe. En matière de légitimité par exemple. On pense aux oppositions koweïtiennes et irakiennes au premier chef. Aux mouvements islamistes aussi. Sans illusions sur les appels au *jihād* d'un Saddam Hussein faisant flèche de tout bois, ils en ont tout de même profité pour remobiliser sur une base idéologique religieuse. Pour eux, l'intervention militaire « étrangère » – qui ne possédait aucun fondement dans aucune espèce de droit, international ou non, puisque contraire à l'équité mais aussi aux préceptes de la solidarité arabe et au code islamique – pouvait servir à développer leurs critiques vis-à-vis des gouvernements ayant envoyé des troupes dans la « tempête du désert ».

En termes structurels, on ne peut prédire, non plus, par exemple que les choix économiques, des orientations stratégiques, des redynamisations idéologiques porteuses d'extrémismes politiques ne sortiront pas de « l'affaire » du Golfe. Faut-il préciser que, du côté des protagonistes directs, Koweït et Irak, on voit mal comment prétendre que les destructions provoquées de part et d'autre, la réduction de leurs capacités militaires, financières, industrielles et commerciales ne vont pas entraîner des dépendances nouvelles, provoquer des effets

sociaux aux répercussions politiques encore mal appréciables. Nous y reviendrons.

On pourrait ajouter l'impact des énormes (en proportion du peuplement de l'ensemble de la région) mouvements de population ayant affecté non seulement l'Irak et le Koweït mêmes mais aussi les travailleurs étrangers, arabes et non arabes, forcés de quitter le Koweït, l'Irak, l'Arabie Saoudite, les Emirats. La plupart des régimes cherchent à se prémunir désormais de ce côté-là, à imposer des codes de la nationalité encore plus restrictifs qu'auparavant, à renforcer les contrôles concernant les entrées de coreligionnaires candidats à l'émigration pour des raisons économiques (Egyptiens, Yéménites, par exemple), à imposer un code draconien en matière d'emploi— Il suffit de considérer la nouvelle législation koweïtienne pour en avoir un aperçu.

Ceci conduit à évoquer des césures supplémentaires au sein du monde arabe, venant s'ajouter à celles révélées au cours du conflit lui-même. A la suite de quoi on peut en effet se demander si le système régional arabe, tel qu'il était conçu et fonctionnait vaille que vaille, et qui s'est révélé incapable de trouver en lui-même les ressources pour résoudre un conflit qui, au départ, ne concernait que deux de ses membres, n'a pas été touché au point de ne pouvoir s'en relever de longtemps. Et si la conséquence principale de la guerre ne serait pas la « sortie » du monde arabe comme entité politique un tant soit peu autonome. Le tout, au profit d'une autre entité internationale qui l'intégrerait et qui serait le Moyen-Orient au sens où les Anglo-Saxons (les Nord-Américains surtout) le conçoivent. Le rôle joué par l'Iran, l'importance de la Turquie dans le dispositif allié, les tentatives d'intercession du Pakistan (aucun de ces trois Etats n'étant partie dans le conflit) concourent à renforcer cette impression, à savoir que le monde arabe n'est plus tout à fait dans le monde arabe ou plutôt que les tensions qui sont les siennes ne sauraient être réduites à l'intérieur de son seul périmètre.

La « cacophonie arabe » — évoquée par quelques journalistes lors de l'invasion du Koweït et des réactions discordantes « observées dans les différentes capitales arabes » selon les termes de maints communiqués — impliquait la disparition (provisoire) de la collectivité arabe en tant que communauté politique fondée sur une langue, une culture, des intérêts communs et une idéologie unitaire, le panarabisme. Lequel panarabisme paraissait déjà avoir perdu de ses capacités lors de l'invasion israélienne du Liban (1982) et du bombardement américain de Tripoli de Libye (1986), et de la défense de plus en plus molle de la cause et des intérêts palestiniens.

En 1990, la Ligue avait une nouvelle fois volé en éclats, avec plus de retombées potentiellement destructives qu'en 1948 (où les Etats arabes avaient été unanimes à repousser les propositions de partition des Nations Unies) ou en 1967 (où la défaite, ressentie comme un échec collectif, avait recréé de la solidarité). De l'extérieur, il était évident qu'un Etat arabe était entré en guerre contre un autre, en totale contradiction avec les lois non écrites ayant présidé jusqu'ici aux relations inter-arabes et en violation de la charte de la Ligue arabe. Il était tout aussi manifeste que deux clans s'étaient formés et combattus, des armes arabes se trouvant face à face, même si la cause des uns (Etats de la péninsule, Egypte, Syrie, Maroc) se présentait comme juste puisque venant au secours de l'agressé. Les alliances de la veille avaient imposé pour se recompo-

ser sur de nouvelles bases, peut-être aussi éphémères (ne retrouvait-on pas Arabie Saoudite, Egypte et Syrie dans le même camp ?) L'Irak était mis au ban de la nation arabe, mais non sans soutiens concrets (Jordanie) et moraux (Yémen, Algérie, OLP), ni sans tentatives plus ou moins heureuses d'en appeler aux peuples par dessus leurs gouvernants et à l'Islam révolutionnaire au delà des islams des docteurs et des imams stipendiés.

La fameuse charte pour le développement arabe de 1980, restée un vœu pieux, risquait d'y laisser ses dernières chances d'avoir un début d'application. Tout dépendant des « riches » vainqueurs du moment, Arabie Saoudite, Koweït, pétro-émirats du Golfe, pour l'instant préoccupés de rembourser le coût d'une défense assurée par des armées mercenaires étrangères, voire d'emprunter à leur tour pour y parvenir, avant de pouvoir alimenter de façon significative des fonds de soutien commun, dont la Banque arabe de développement.

Pendant que l'Union soviétique et l'Europe de l'Est subissaient les mutations que l'on sait, que les Etats d'Afrique de l'est et du nord-est se désagrégèrent sous les poussées contraires d'ethnies, de clans, de religions, d'intérêts, qu'alourdissaient des désastres climatiques et des échecs économiques, une troisième zone de fracture n'était-elle pas apparue, avec comme épice centre le minuscule morceau de désert nommé Koweït ? A cet égard, la guerre du Golfe aurait sanctionné moins la défaite de l'Irak que celle des pays arabes dans leur ensemble, du bloc politique arabe, laissant la place libre, pour le développement éventuel d'un Islam radical ?

Quant aux Nations unies, il y aurait beaucoup à en dire. Car dans ce cas comme dans d'autres les appréciations s'avèrent contradictoires ; les uns font dans le triomphalisme pendant que les autres restent défaitistes. De fait, si l'organisation a pu intervenir dans l'affaire koweïtienne, elle le doit à trois faits liés entre eux : la désagrégation soviétique, la détermination américaine, le consensus des membres permanents du Conseil de Sécurité. C'est pourquoi crier à la remontée en puissance de l'instance internationale fait bon marché de cette conjonction exceptionnelle. Ajoutons que l'intervention dans le Golfe est restée éminemment américaine, comme l'avait été celle de Corée. Et les crises récentes, multipliées à l'envi sur la surface du globe, n'ont pas permis à l'ONU de faire montre de la même fermeté, de semblable efficacité, faute de disposer d'un même bras séculier américain et du même banquier (saoudien) qu'en terre koweïtienne. En dépit du souhait exprimé par une majorité (grandissante) d'Etats de lui confier des tâches d'équilibrage de compromis, voire de police, l'organisme reste impuissant à maintenir la sécurité collective, à faire respecter le droit, à compenser les inégalités, à conjurer les « balkanisations de la seconde génération », à imposer un code de l'environnement sur l'ensemble de la planète.

Visions locales : vainqueurs et vaincus

En terre arabe, ici aussi, et quel que soit le pays, la société, l'Etat, que l'on observe, les opinions demeurent partagées sur les origines et, plus souvent, sur les conséquences de la guerre du Golfe. Et ce, que l'on parle de « vaincus », l'Irak au tout premier chef, ou de vainqueurs, l'Egypte plus que tout autre, ou de

vaincus-vainqueurs, c'est-à-dire du Koweït, défait en un tournemain, envahi et dépecé en un autre, puis rendu à lui-même, grâce à l'appui militaire étranger et une guerre-éclair : 42 jours de bombardement aérien suivis d'une centaine d'heures d'attaque terrestre.

Koweït

Pour ce qui est du Koweït, la question dominante, au lendemain du conflit était : cette cité-Etat (que certains ont comparé non sans perfidie à une « nation-service » à un « Etat-tiroir caisse », à un accident de l'histoire ou à une « anomalie »), pourra-t-elle survivre à la catastrophe, rester la même ? A l'époque, la réponse était globalement négative. Avec le recul, des nuances ont été apportées et elles tempèrent beaucoup les jugements initiaux.

Durant les hostilités, de nombreux commentaires avaient mis en avant tout ce qui semblait indiquer un possible changement de régime ou tout au moins de mode de gouvernement ultérieur. Ici, on rappelait les institutions traditionnelles de représentation, l'expérience parlementaire, en confondant un peu vite les premières avec une forme de démocratie directe et en oubliant que, dans la seconde, les populations résidentes, dans leur majorité, n'avaient pas le statut de citoyens, partant ne pouvaient prétendre y envoyer des délégués, qu'elles n'étaient composée que d'adultes mâles et détenant une nationalité accordée au compte-gouttes.

On vantait la détermination des populations restées sur place, les poches de résistance. Et l'on mettait l'accent sur les forces d'opposition à qui le combat politique contre l'Irak allait apporter une légitimité, dont manquerait grandement, par contre, la dynastie Al-Sabah à son retour, si retour il y avait jamais.

Avançons un témoignage personnel. Fin avril 1991, un ami et collègue égyptien m'adressait copie d'un article publié par le *Christian Science Monitor* et daté du 23 et dont il me disait partager les vues et les espoirs qui s'y trouvaient exprimés. Le texte était signé par une des spécialistes américaines du Koweït, Jill Crystal, auteur d'un ouvrage sur « Pétrole et politique dans le Golfe : gouvernants et commerçants au Koweït et à Qatar » (3) et sur le point d'en publier un second ayant pour titre : « *Koweït : transformation d'un Etat pétrolier* ». Les éléments qui y étaient avancés méritent d'être rappelés, dans la mesure où ils représentent des illusions volontiers partagées alors.

La thèse de l'auteur, si l'on peut l'appeler ainsi, était que « l'émir ne peut gouverner le nouveau Koweït comme il l'a fait de l'ancien ; l'opposition veut un changement et est prête à le réclamer ». Les deux propositions s'appuyaient sur une étude de la société koweïtienne. Plus précisément, sur le fait que l'élite historique, celle des « commerçants » ou négociants (en Iran on aurait dit « le bazar »), qui avait été écartée de la vie politique et avait laissé l'Assemblée passer sous le contrôle des acteurs, clients et bénéficiaires du régime, était prête à rejouer un rôle et, pour ce faire, à passer alliance avec les déçus du système Al-Sabah, victimes de la dissolution de l'Assemblée. Ceci aurait été à la source du Mouvement constitutionnel antérieur à l'invasion, puis de la réunion d'un

(3) Cf. *Bibliographie in fine*.

Conseil national, en 1990, en partie nommé, en particulier, enfin de l'unification de l'opposition à l'extérieur des frontières après l'invasion irakienne, opposition qui obtenait une déclaration formelle de l'émir promettant une libéralisation sitôt le territoire recouvert. Le rassemblement, toutefois, partageait plus d'espoirs qu'il ne détenait de moyens. Sa faiblesse tenait à son manque de légitimité, par rapport à la résistance intérieure, ce que l'on vient d'évoquer, mais aussi à son éclatement en courants divergents dès après la libération.

A cet instant précis, selon Jill Crystal, plusieurs forces occupaient, ou pouvaient prétendre occuper, la scène politique. D'un côté, des groupes oppositionnels : les traditionnels « commerçants », les « technocrates », les « résistants », renforcés de quelques fractions plus disparates : des Koweïtiens encore en exil, des résidents arabes mais non titulaires de la nationalité – Un ensemble sans grande unité et sans programme réel. En face, un émir et sa famille, tribu de nouveaux riches qui, contrairement aux Bourbons de retour sur le trône de France après la Révolution – qui n'avaient rien oublié mais rien appris non plus – pouvaient tirer une leçon politique de la défaite où ils avaient cru tout perdre y compris l'honneur. Un émir dont les meilleures chances de survie étaient d'associer des représentants des trois principales forces oppositionnelles susmentionnées à l'exercice du pouvoir, en rétablissant la constitution de 1962 ou en promulguant son équivalent. Faute de pressions conjuguées de l'intérieur de la part des forces « pro-démocratiques », et de l'extérieur, venant des Etats-Unis, concluait J. Crystal, le clan Sabah aurait les mains libres pour restaurer son pouvoir et, avec l'aide d'une police et d'une armée jusque là sans réelles capacités d'influence, interdire toute libéralisation.

Du point de vue des pessimistes, c'est bien pourtant cette dernière éventualité qui s'est produite, dès le moment où l'émir, de retour d'exil, est descendu d'avion pour embrasser la terre d'un pays quitté précipitamment quelques mois auparavant avec la ferme intention de reprendre la totale maîtrise de son petit empire. Bien que l'opposition ait été légalisée peu après, le partage des portefeuilles ministériels entre les membres du clan et l'appel aux technocrates ont démontré que l'heure n'était pas à la participation, encore moins au partage, du pouvoir. Comme si l'émirat était condamné à rester une sorte de bizarrerie politique, destinée à être commentée par les analystes des « régimes et institutions du monde arabe », et pour le plus grand bénéfice des étudiants, premiers consommateurs des « patrimonialismes », « clientélismes » et autres « autocratismes ». Comme si le sauvetage collectivement mené à bien l'avait été pour la plus grande gloire d'un émir d'un autre âge, la sauvegarde d'une communauté, la protection de biens, et non parce qu'aucun autre pays arabe n'avait envie que l'Irak étende son domaine pétrolier, partant sa puissance, donc en vienne à le menacer à son tour du même sort. Comme si la « chaîne » qui s'était mise en place, – l'Arabie Saoudite faisant appel aux Etats-Unis et la réponse positive de ceux-ci rendant possible, en retour, l'intervention d'autres Etats arabes – ne concernait que le Koweït seul et non toute la région.

Pour quelques uns, les factures de la guerre payées, les puits de pétrole remis en état, l'or noir coulant à nouveau à flot et approvisionnant le régime en ressources financières sans commune mesure avec les besoins réels de la population, l'impression qui prévaut est que les dirigeants du Koweït vont

retourner à leurs pratiques les plus « chères » : entretenir une clientèle politique cooptée et achetée, s'assurer d'une bureaucratie servile, maintenir des forces de sécurité en partie mercenaires, continuer en bons rentiers à placer les profits tirés de l'exploitation du sous-sol dans les banques occidentales et—garder les protections internationales indispensables en cas de récidive irakienne. L'arrogance des Koweïtiens fortunés répartis dans divers pays du monde arabe durant le conflit, et si mal acceptée par leurs hôtes (saoudiens et égyptiens), n'a pas fini de se manifester.

La vision des optimistes met l'accent sur d'autres symboles et tendances et annonce un avenir moins désespéré. Ses tenants n'hésitent pas à annoncer une ère nouvelle, celles des concessions, de l'aggiornamento socio-politique. Ils avancent que le régime ne peut s'éterniser dans ses formes actuelles, que le parlement dissous en 1986 va devoir être restauré, que des élections sont, à court terme, inéluctables, et que la base de l'électorat (un peu plus de 10 % de la population) sera élargi ensuite aux citoyens de seconde catégorie, aux « bidoun » réputés sans nationalité et, qui sait, aux femmes. Un « émirat parlementaire », avec une opposition de Sa Majesté, qui pourrait bien un jour envisager la diminution des pouvoirs de ladite Majesté, constitueraient les prodromes d'une ère nouvelle— Le futur serait dans les urnes, comme aux beaux temps du mouvement progressiste koweïtien des nationalistes arabes, ou des empoignades de 1985.

Irak

Le « cas » irakien fait l'objet de positions encore plus contrastées. La plupart du temps, il est considéré comme l'agresseur, mais un agresseur, poussé par des seules visées expansionnistes et le goût (atavique ?) du butin, et son leader comme l'archétype du monstre, le grand manipulateur, l'horrible artificier dont la dernière invention a fini par lui exploser entre les mains. A lire les chroniques, on note qu'il a pris la place réservée jusqu'ici au colonel Qaddafi, celui du vilain oriental dont l'imaginaire occidental s'est forgé une idée aussi noire que floue à force de références littéraires, de souvenirs cinématographiques et d'analogies historiques. Les rapprochements avec d'autres psychopathes, mégalomanes et tyrans dont l'histoire offre de nombreux exemples n'ont pas manqué, à commencer par Adolphe Hitler auquel Saddam Hussein a été comparé, répétons-le, par celui qui se présente comme son antithèse et le sauveur du monde civilisé, le Président américain lui-même, qui proposait qu'à la fin de la guerre le dirigeant irakien soit déféré à un tribunal composé sur le modèle de celui de Nuremberg.

Nul doute que le satanisme prêté à Saddam Hussein — et justifié par les exactions, déportations et autres meurtres collectifs à l'aide de gaz de combat effectués en pays kurde — ait fait partie des visions tranchées et des condamnations sans appel de la propagande qui, en toute période guerrière ressortent de la panoplie des armes idéologiques. Mais, à l'occasion de l'invasion du Koweït, le matraquage aura été sans mélange (souvenons-nous des propos de Georges Bush : Cette guerre est moralement « noire et blanche, le bon contre le mal »). Soudain, l'homme que l'Europe et l'Amérique mais aussi les régimes voisins, Arabie Saoudite et Koweït compris, avaient soutenu financièrement et militai-

rement, contre l'Iran et le chiisme révolutionnaire, ce nouveau bolchevisme, dont l'extension menaçait le monde arabe et le monde tout court et dont ils avaient salué l'exploit – celui d'avoir résisté à plus puissant que lui – cet homme perdait toutes ses vertus et en s'emparant d'un malheureux petit Etat, innocente victime, devenait l'ogre de la fable. Et l'entreprise de démonisation, lors de l'occupation, de la guerre, puis des représailles contre à nouveau les Kurdes mais aussi les chiïtes d'Irak, se poursuit encore aujourd'hui, à l'heure où Saddam Hussein entend résister à la moindre tentative onusienne de contrôler ses capacités offensives, a fortiori de détruire les armes qu'il a réussi à préserver du désastre ou à acquérir depuis. Elle se poursuit puisque c'est à la personne du chef de l'Etat, que les « alliés » en ont, eux qui ont pourtant choisi de le laisser en place plutôt que d'avoir un Irak déstabilisé, tout en maintenant un embargo économique et un contrôle stratégique aussi étroits que possibles et en demandant l'application intégrale des sanctions des Nations Unies.

Ce renversement de l'image d'un héros peut sembler banale. Elle n'en étonne pas moins, dans la mesure où elle n'a pas basculé que dans les médias occidentaux et dans les discours des politiques. Des observateurs réputés impartiaux, des chercheurs professionnels dont le credo est de comprendre pour pouvoir expliquer ensuite, se sont laissés emporter par le flot dominant. C'est tout juste si parmi ceux qui ont fait chorus on a pu percevoir quelques dissonances, dont l'essentiel, souvent, consistait à suggérer de séparer le (mauvais) leader de son (bon) peuple à la limite de sauver les Irakiens de Saddam Hussein. Et lorsque, en France, un des grands islamologues de ce temps, Jacques Berque, a tenté (dans le quotidien *Libération*, notamment) de faire entendre une voix différente, c'est tout juste s'il n'a pas été soupçonné de constituer une cinquième colonne à lui tout seul, voire d'être à la solde des Ba'histes irakiens !

Dans le monde arabe, on l'a dit, la personnification du mal ne prenait guère cet aspect. Du côté des gouvernants, le Sheikh al-Sabah pouvait s'estimer, à juste titre, trahi par celui qu'il avait aidé dans la guerre contre l'Iran, en lui ouvrant ses ports et ses voies de communication, en lui accordant un prêt sans intérêt (de 10 milliards de dollars). Le Président Afez Al-Assad, de son côté, avait quelque motif de noircir le portrait de son vieux rival, tout en tirant avantage de sa déconfiture. Et le Président Moubarak pouvait vitupérer contre celui qu'il accusait d'avoir joué double jeu et de lui avoir annoncé qu'il n'envahirait pas le Koweït. Les opinions publiques, elles, ne participaient guère au concert. Sinon pour y proclamer une autre vérité : celle d'un Saddam Hussein tenant tête à une coalition étrangère, se déclarant prêt à affronter la première puissance du monde, affirmant que la terre musulmane ne pouvait être foulée par des bottes autres qu'arabes, et qu'il imposait une solution au conflit arabo-israélien.

Voici longtemps, peut-être depuis Suez, qu'au Moyen-Orient n'avaient retenti pareils propos. Ils sonnaient justes pour qui se souvenait des défaites de 1948 et 1967. Ce qui n'était que rodomontades à l'Ouest, prenait valeur d'appel (à la levée en masse) en terre arabe même. Pour beaucoup, la crise du Golfe, née de l'affaire du Koweït devait pouvoir être réglée entre soi, comme Saddam Hussein le suggérait lui-même. Qu'avait-on besoin des Américains, dignes successeurs des Britanniques et des Français au Moyen-Orient, selon une vieille tradition interventionniste que nul n'avait besoin de faire remonter au Croi-

sades, pour résoudre un conflit local ? Et pourquoi fallait-il laisser se déployer tout l'arsenal des grandes puissances, sur mer, sur terre et dans les airs, pour y mettre un terme, là où un compromis aurait pu être obtenu, avec l'aide de la Ligue arabe, d'un Conseil des Sages, grâce à une réunion des gouvernants de la région, par l'appel à un arbitre, par quelques concessions des Koweïtiens qui, après tout, pouvaient bien en faire ? D'ailleurs, qu'est-ce que c'était que ce Koweït, que ces frontières déclarées intangibles, sinon des créations occidentales ?

On touche, par le biais de cette toute dernière question, un domaine fort abordé à la veille de l'occupation puis durant celle-ci et abandonné ensuite, et qui concerne les origines du conflit. Les historiens de la région et les spécialistes de droit international avaient pourtant quelque titre à rassembler un dossier à partir duquel il était loisible de se faire une opinion, moins sur les revendications de l'Irak sur le territoire koweïtien elles-mêmes que sur l'imbroglie dans lequel les partenaires se trouvaient depuis sept décennies.

Plusieurs ouvrages permettent de retrouver les origines du conflit ouvert de 1990 et d'en suivre les péripéties préalables, notamment ceux de H.R.P. Dickson (1956) et de Richard Schofield (1991). Par d'ailleurs, des documents ont été rassemblés et publiés (4), qui aident à mieux apprécier les contradictions et positions des acteurs. Ce n'est pas le lieu ici d'en reprendre le fil ; Theodore Draper, en aucun cas un spécialiste du Moyen-Orient mais un bon connaisseur de la politique américaine, s'est essayé à résumer l'essentiel (5) ; on peut y renvoyer.

Le moins que l'on puisse dire du mode de fixation des frontières entre le Koweït (protectorat britannique) et l'Irak (mandat britannique) donc à l'initiative des Anglais, à la suite de la Première Guerre mondiale est, pour reprendre les termes de T. Draper « une étrange affaire ». (*NYRB*, 16.01.92, p. 46). Ne serait-ce que parce que vingt-cinq années après que Sir Percy Cox ait établi sur une carte la célèbre « ligne rouge », en 1921 très exactement, les autorités britanniques étaient bien en peine de reconstituer l'opération de balisage effectuée ensuite sur le terrain et de retrouver une certaine pancarte marquant la limite entre les deux territoires. Et, fin 1991, la commission chargée par les Nations Unies d'établir un tracé s'enquerrait encore de l'emplacement possible d'une démarcation, sans succès. Quand on imagine la dimension du gisement pétrolier situé sous le terrain contesté, on peut aisément en déduire les affrontements sur près de trois-quarts de siècle, entre experts, conseillers et politiques mais aussi entre hommes armés à propos d'un modeste poteau planté par un major anglais en 1923 !

Quoi qu'il en ait été du passé, les 16 millions d'Irakiens pouvaient considérer (en 1990) qu'il y avait quelque injustice, en comparant le développement des deux pays, des Bédouins qu'ils qualifiaient volontiers d'arriérés et aujourd'hui roulant sur l'or d'un côté et un pays moderne en pleine expansion, de l'autre. Ils n'étaient pas loin de penser aussi qu'on les avait dépossédés d'une

(4) Cf. LAUTERPACKIT, E., et alii (eds), *The Kuwait crisis : basic documents*, Cambridge, Grotius Publications, 1991.

(5) In *The New York Review of Books*, 1992

zone particulièrement riche, d'autant qu'ils apprenaient que les Koweïtiens prélevaient une part exorbitante des réserves des champs de Rumaila à cheval sous la frontière mais dont la majeure partie était réputée être du côté irakien. Ils pouvaient s'estimer lésés, tout autant, de disposer d'un accès au Golfe des plus limités (et contrôlé par les deux îles de Warba et de Bubiyan attribuées au Koweït en 1913) et de moins de cinquante kilomètres de côte, dix fois moins que le Koweït. Qu'un voisin autrefois partie de la province irakienne de Basra sous régime ottoman et maintenant arrogant, réduit en nombre mais disposant de larges ressources (le revenu par tête irakien étant cinq fois inférieur à celui du Koweït) jouissant d'un système de gouvernement totalement rétrograde et d'un mode de redistribution des richesses si absurde et inégalitaire, et ceci par la grâce d'une puissance coloniale ayant perdu tous ses droits sur la région, voilà de quoi envenimer les rapports de voisinage, attiser les passions, provoquer les jalousies et déclencher les affrontements !

Rien dans ce rappel ne justifie la réaction ultime de l'Irak et sa mise à sac du Koweït— ni non plus les comparaisons avec l'Allemagne hitlérienne annexant les Sudètes ou la Pologne ! Indiquons, simplement, que ces faits n'ont été que peu évoqués à l'étranger et, quand ils l'ont été n'ont guère eu d'écho. Que pouvait bien signifier à distance (en Europe, aux Etats-Unis) cette revendication sur deux îlots où il ne poussait rien et où ne vivait personne par exemple ? Si bien qu'aucune des prétentions territoriales de l'Irak, formulées pourtant dès 1935, ni la tentative d'annexion perpétrée par le gouvernement du général Qassem en 1961 (sorte de répétition générale de ce qui allait se passer trente ans plus tard) ni les demandes réitérées de disposer des îles de Warba et Bubiyan n'ont conduit à nuancer les jugements touchant l'Irak prédateur, sitôt que ses troupes eurent franchi la frontière, avec Koweït City comme cible principale. Et il existe de fortes chances pour que le lourd contentieux soit oublié une fois encore, et que, dans l'avenir, Européens et Américains tombent des nues et n'en croient pas plus leurs oreilles que leurs devanciers de 1990 lorsqu'un des successeurs de Saddam Hussein formulera les mêmes exigences et tentera de rétablir l'Irak dans ses « droits historiques ».

Un autre élément dont l'importance n'est pas seulement d'ordre rhétorique, a fait l'objet de polémiques, qui risquent de se poursuivre même une fois les sources américaines rendues publiques. On pourrait le résumer par la formule « Saddam Hussein a-t-il, oui ou non, été incité (ou invité) à envahir le Koweït, par les Etats-Unis mêmes ? » Brutalisée ainsi, la question appelle une réponse, négative, tout aussi nette. Si on la présente différemment, « Saddam Hussein pourrait-il avoir interprété certains propos ou gestes d'origine américaine comme un consentement implicite en cas d'intervention au Koweït ? », on entre alors dans le domaine des subtilités et la réplique n'est plus si tranchée.

L'Ambassadeur américain à Bagdad, Mrs. April C. Glaspie (25 juillet 1990) comme la délégation du Sénat qui avait visité l'Irak auparavant, (12 avril 1990), au cours de leurs échanges avec les responsables irakiens, pouvaient-ils ignorer quatre faits ? Tout d'abord que l'Irak, sitôt la fin de la guerre avec Iran, non seulement se refusait à rembourser sa dette vis-à-vis du Koweït (les 10 milliards de dollars mentionnés *supra*), mais cherchait à monnayer sous une forme ou sous une autre l'acquisition (ou, au moins, l'utilisation) de Bubiyan et Warba.

Dès le début de l'année 1990, les accusations de l'Irak contre un Koweït qui lui refusait les moyens d'exister, devenaient de plus en plus explicites, y compris pour des personnes non averties. Ensuite, que les propos présidentiels se durcissaient dangereusement ; les uns prenant les Etats-Unis et, bien sûr, Israël comme cibles directes (cf. les discours des 24 février, 1er avril, 28 mai et 17 juillet mentionnés par Elaine Sciolino). Les autres proclamant que les décisions de l'Organisation des Etats producteurs de pétrole (de baisser les prix) conduisaient l'Irak à la ruine, et que le pays ne saurait l'accepter, quitte à trouver des sources ailleurs (au Koweït). Encore, que l'Irak n'avait cessé d'acquérir de l'armement et de la technologie destinés à renforcer son arsenal, pour l'essentiel d'origine européenne et américaine, fait qui ne pouvait être méconnu des gouvernements correspondants. On sait, par exemple, que dès l'été 89, les services secrets américains avaient déjà révélé des achats de matériel d'intérêt stratégique par le biais d'une entreprise située aux Etats-Unis mais achetée par l'Irak, ainsi que d'autres acquisitions destinées au programme d'armement chimique et biologique. Enfin que Saddam Hussein avait bénéficié depuis la guerre avec l'Iran, de toute une série de privilèges de la part de Washington, y compris d'échapper à diverses condamnations pour avoir employé des armes chimiques et violé les droits de l'homme. Donc, qu'il pouvait s'imaginer protégé de ce côté-là.

La concordance de ces informations laissait présager que le leader irakien était prêt à sortir du cadre des gesticulations ritualisées. Or les termes de l'entretien avec l'Ambassadeur américain le 25 juillet 1990, tels que largement diffusés par la presse internationale ensuite, sonnent de façon ambiguë, même pour qui pratique le langage diplomatique. En tout cas, aucun message clair concernant une possible réaction américaine n'était délivré à l'Irak lors de l'entretien. Bien plus, la décision récente du Président américain de laisser l'Irak continuer à acquérir certains matériels susceptibles de double utilisation, civile et militaire, et diverses déclarations du Département d'Etat précisant qu'aucun traité n'imposait aux USA de défendre le Koweït, et que celui-ci pourrait bien, après tout, accéder à certaines demandes irakiennes, prêtaient à plus de confusion encore.

Une nouvelle fois, l'évocation de l'embrouillamini qui a précédé l'occupation du Koweït du tout début août 1990, n'a pas pour but de disculper Saddam Hussein, moins encore de trouver des excuses à l'envoi de plus de cent mille hommes et près de mille tanks à l'assaut du pays voisin. Sa seule et unique fonction est de rappeler quelques évidences. Premièrement, que les menaces répétées du leader irakien n'ont pas été prises en considération Outre-Atlantique, c'est-à-dire là où des contre-menaces avaient le plus de chance d'être entendues depuis Bagdad. Deuxièmement, que le gouvernement irakien a pu en déduire qu'il aurait les mains libres ou, en tout cas, que les Etats-Unis n'interviendraient pas et dans ce cas le Président-Secrétaire général-Général en chef estimait qu'il ferait son affaire des réactions des autres Etats arabes (mais alors il lui aurait fallu s'entendre, au préalable, avec l'Arabie Saoudite, principal Etat menacé par l'invasion du Koweït). Troisièmement, que ces données sont passées largement inaperçues, au moment où la réaction, tardive même si massive, de la principale puissance concernée, prenait corps. A partir

de l'instant où l'opération « Tempête du désert » était conçue par les stratèges et que les armes l'emportaient, faute que les sanctions économiques aient produit l'effet rapide escompté, les manipulations des médias n'avaient que faire des réserves ou nuances susceptibles d'éclairer les événements ayant conduit au conflit. Comme les positions, les responsabilités devaient être tranchées. Et la destruction du « potentiel » (en fait de l'ensemble de l'infrastructure) de l'Irak, quel que soit le nombre des victimes civiles, devenait d'autant plus légitime, de même que le maintien ultérieur de l'embargo.

Egypte

L'Égypte devrait, en principe, mettre tout le monde d'accord et poser moins de problèmes d'interprétation. Et pourtant, même dans cet exemple-là, des avis discordants se sont exprimés. Plutôt que d'invoquer des faits et de rapporter des propos dont j'ai eu à connaître sur place, je ferai référence aux explications de deux politologues américains, qui sont l'un et l'autre de grands spécialistes de l'Égypte, connaissent le pays, l'ont étudié, ont publié des ouvrages qui font autorité : John Waterbury et Raymond Baker. En m'appuyant sur deux courts textes dont ils sont les auteurs, et qui ont été rédigés, il convient de le préciser à des fins différentes.

Le premier, celui de John Waterbury s'intitule « A note on Egypt » ; c'est un document de quatre pages élaboré en vue d'une rencontre tenue à Princeton aux États-Unis, en mai 1991, à la demande du *Center for International Studies* et intitulé « Towards new orders in the Middle East : The role of the US Policy ». Le second, de Raymond Baker, a été présenté au congrès annuel de la *Middle East Studies Association* de novembre 1992 tenu à Washington. Il a pour titre : « Imagining Egypt in the new international order : foreign policy and the prospect of civil society ».

La confrontation entre les deux textes, hors la différence de valeur attribuée au mot « ordre » qui est au pluriel dans le premier cas, n'a pas pour but de les opposer de façon systématique. Mais de s'en servir pour mettre en valeur les nuances d'opinion et de jugement, y compris chez de subtils analystes de l'Égypte. Waterbury se place plutôt de l'extérieur, sous l'angle des relations internationales. Baker conçoit plutôt les choses de l'intérieur, en donnant la parole aux acteurs, essentiellement une intelligentsia que l'on pourrait classer à gauche et dont les positions critiques vis-à-vis du régime Moubarak et de sa politique sont connues.

John Waterbury déclare, d'entrée, que l'Égypte est sortie de la guerre du Golfe « as one of the clear winners » (l'un des vainqueurs manifestes). Ce qui, en soi, est déjà une évidence au moment où il écrit (avril 1991). Il précise que, dans le monde arabe, c'est même « le vainqueur absolu ». A la suite d'un « pari » du Président Moubarak, gagné essentiellement parce que le rapport de forces ne laissait guère de doute sur l'issue du conflit, à partir du moment où celui-ci se déroulait sur le terrain et que les armées entraient en action, mais aussi parce que l'opinion publique égyptienne n'éprouvait aucune sympathie particulière à l'égard de l'adversaire, en l'occurrence Saddam Hussein. La victoire de l'Égypte est donc, avant tout, celle de son leader dont le prestige est sorti rehaussé de l'affaire. On ajoutera, en fonction de sources américaines rendues publiques

depuis, que le général d'aviation Moubarak avait eu un bien meilleur diagnostic sur les (faibles) capacités de résistance armée de l'Irak que l'Etat-Major et le Pentagone américain, tout du moins si l'on en croit les propos tenus par lui et rapportés par deux membres de la Chambre des Représentants qu'il avait reçus en novembre 1990.

De plus, signale Waterbury, l'Egypte s'est imposée, plus que jamais, comme l'allié principal des USA dans la région. Celui qui put à la fois négocier avec tous les autres partenaires (alliés) mais aussi avec les « neutres » (Iran, Israël) et dont l'engagement armé n'a pas fait l'objet de marchandages préalables. L'Etat égyptien a donc démontré qu'il était « la puissance militaire dominante » donc le leader naturel de l'ensemble régional. Et c'est bien pour confirmer cette position que l'Egypte s'est portée ensuite candidate pour acquérir des armements de type récent, incluant des avions de combat F 16, assemblés en Turquie.

Profitant de cette nouvelle situation, de type hégémonique et récupérant quasi sur le champ les bénéfices de son investissement stratégique, l'Egypte a « assuré ». Elle avait obtenu ce qu'elle estimait symboliquement l'essentiel : la récupération du siège de la Ligue arabe et de son Secrétariat général. Elle a aussi obtenu, et ceci est plus tangible, l'effacement d'une partie notable de ses dettes, civile (divisée par 2) et militaire (effacée), auprès de ses alliés (USA, OCDE, Arabie Saoudite). Ce qui l'a aidé à retrouver une assise économique de meilleure tenue et explique en grande partie le remarquable bilan de santé financier et le renversement des tendances de l'année 1991.

Ce qui est étonnant, fait remarquer Waterbury, c'est que le pouvoir d'Etat égyptien n'ait pas poussé au delà ses avantages. Par exemple, en ne jouant pas les intermédiaires actifs entre les vainqueurs de la guerre du Golfe et ceux qui encore, à la veille de celle-ci, étaient ses alliés officiels à savoir la Jordanie et le Yémen, dont les attitudes durant les hostilités ont été jugées pour le moins ambiguës. En ne profitant pas, non plus, des désordres survenus au sein de la Péninsule pour tenter de déstabiliser un gouvernement soudanais en pleine guerre civile, dont les alliances internes (avec Hassan El-Tourabi et l'islamisme comme recours) et externes (avec la Libye et l'Iran) pour ne rien dire de la politique hydraulique, représentaient autant de menaces potentielles. Encore en ne s'imposant pas à ses alliés (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats) comme partenaire majeur tant en matière stratégique autant qu'économique, en leur assurant des forces, offensive (soldats) et productive (travailleurs).

Au lieu de cela, on a pu observer une politique hésitante, frileuse en quelque sorte. Et ce ne sont ni les déclarations de Damas (6 Etats + 2) ni la première réunion de la Ligue arabe au Caire, qui ont inscrit dans les nouveaux rapports régionaux une sorte d'ordre « égyptien ». Au lieu de cela, l'Egypte a temporisé et s'est contentée de « capital symbolique » dirait-on. Au point de faire machine arrière pour ce qui est de la constitution d'une force d'intervention et de défense proprement arabe, et de retirer ses troupes d'Arabie Saoudite et du Koweït. Elle n'a pas tenté, enfin, de monnayer auprès du Koweït une législation plus favorable pour ses ressortissants prêts à participer à l'entreprise de la reconstruction ni pour que ses sociétés emportent une partie des marchés.

John Waterbury propose une explication à cette sorte de refus de prélever immédiatement les dividendes d'un capital nouvellement acquis. Il suggère – et on peut le suivre tout à fait sur ce terrain – que l'énergie essentielle du gouvernement a été consacrée à des questions d'ordre interne, à la réforme économique et au programme d'austérité.

Tout s'est passé comme si le Président Mubarak cherchait à tirer profit du prestige acquis dans l'affaire du Golfe au cœur de l'espace égyptien plus qu'au cœur de l'espace arabe. Nul doute que l'effacement et le rééchelonnement des dettes – qui vont permettre de nouveaux emprunts, ne l'oublions pas – et les relations avec le Fonds monétaire international qui y sont liées, ont plus de poids à court terme et plus d'impact sur les équilibres sociaux que l'alliance tactique avec la Syrie ou l'établissement d'un *leadership* arabe.

Du point de vue de ce « nouvel ordre » possible, Waterbury pourrait se demander en conclusion, et je force ses propres réflexions dans ce sens, s'il n'y aurait pas un côté victoire à la Pyrrhus dans les bénéfices tirés par l'Égypte de son engagement dans la « Tempête du désert ». Et à chaque jour qui passe où le maître de Bagdad reste en place si ce n'est pas un peu de l'aura du maître du Caire qui pâlit. Autrement dit si, plus diminue la chance d'une paix politique au Moyen-Orient rapide, plus les chances d'une paix sociale en Égypte ne s'éloignent pas par la même occasion. Surtout dans le contexte où Israël, échappant aux contraintes de la négociation telle que forgée à Washington, confirmerait ses visées annexionnistes; alors la paix séparée signée avec l'Égypte cesserait de servir de référence ou de modèle pour redevenir l'exception, une exception plus difficile à faire accepter.

Nous voici ramenés à l'intérieur de l'Égypte et, par là au second texte évoqué, celui de Raymond Baker qui s'exprime par la bouche, la plume ou le film, par l'intermédiaire d'Égyptiens, en donnant la priorité aux voix dissonantes, ni aux politiques ni aux représentants de la majorité silencieuse. Il a choisi de se référer aux intellectuels, écrivains, journalistes, cinéastes, artistes, qui se sont déclarés en opposition avec la version officielle. Et dont les discours contrastent avec la vision optimiste tendant à situer l'Égypte à une bien meilleure place dans l'ordre politique arabe que celle qu'elle détenait avant la guerre du Golfe.

Baker part du court métrage de Youssef Chahine cinéaste célèbre, iconoclaste professionnel et peu soucieux de se transformer en épigone des pouvoirs en place, quels qu'ils soient. Dans ce « documentaire » sur les réactions à la guerre, présenté à la télévision et dont les échos ont été nombreux dans la presse, Y. Chahine démontre, images à l'appui, que les Égyptiens, les citoyens du Caire au tout premier chef, ne peuvent prétendre tirer de l'engagement égyptien aux côtés des « Alliés », les bénéfices avancés par le gouvernement, loin s'en faut. Pour lui, ce n'est pas en allant guerroyer auprès de la première puissance mondiale annonçant un nouvel ordre planétaire de son propre cru, que les Égyptiens vont améliorer leurs conditions de vie.

Des étudiants, en pleine manifestation contre la guerre du Golfe, des gens de la rue exprimant leur désenchantement, leurs craintes, des images de la pauvreté ambiante alors que retentissaient les slogans guerriers diffusés par

des médias ralliés aux positions du pouvoir, tout cela accompagné de déclarations provocantes du cinéaste dans la presse a eu un effet quelque peu discordant.

Y. Chahine n'a pas été le seul à rompre des lances avec la classe dirigeante. D'autres ont dit, assez haut pour être entendus, que « l'Irak était apparu moins comme une menace que comme l'occasion propice à une démonstration idéale du pouvoir d'intervention américain dans le Tiers Monde » (p. 7). Saddam Hussein n'avait jamais gêné les USA, quels qu'aient été la brutalité de son régime et ses manquements les plus flagrants aux droits de l'Homme, lorsqu'il avait fallu endiguer la révolution iranienne. A cette époque, les américains ne lui avaient pas ménagé leur soutien. Jusqu'au jour où le « dictateur de Bagdad », pour reprendre les termes de la presse d'outre-Atlantique, avait tenté de mettre la main sur les ressources énergétiques d'une partie de la région. Alors, une guerre « juste » devait faire reculer le Staline ou l'Hitler, selon les références, irakien.

La stratégie égyptienne, insistant à reproduire le discours étranger et à épouser sa cause sans nuances – n'a pas été du goût de tous. Qu'un Etat arabe en ait attaqué un autre était certes inacceptable mais que les Occidentaux aient été appelés à régler l'affaire et qu'on les soutienne activement dans cette opération, pouvait ne pas être considéré comme acceptable. Que le président Moubarak en ait fait une question personnelle, tout comme Sadate l'avait fait du règlement pacifique du différend qui opposait son pays à Israël, n'imposait pas forcément que l'on fasse appel à un agent extérieur et moins encore qu'on cautionne son intervention. Disputer à Saddam Hussein le *leadership* du Monde arabe, soit, mais ne pouvait-on emprunter d'autres voies que celles de l'affrontement armé ? Telles étaient les impressions ou questions recensées.

Au fond, l'opinion publique était en droit de s'interroger sur à la fois les mobiles et les moyens mis en œuvre. Sans doute, les courants qui l'animaient n'ont-ils pas pu s'exprimer avec toutes les nuances requises. D'autant que la politique étrangère est restée une sorte de domaine réservé présidentiel, ce dont l'Egypte d'ailleurs n'a pas le monopole. Dans l'ensemble, cependant, des désaccords ont pu se manifester, confirmant que la libéralisation non pas du système dans son ensemble mais au niveau des *expressions* – qui est le signe le plus perceptible de l'ère Moubarak – que cette libéralisation avait un sens, plusieurs sens en fait. Et le public a pu constater, à cette occasion, que ni le parlement ni les partis politiques, ni les groupes intermédiaires n'avaient été consultés sur l'intervention militaire et qui plus est intervention aux côtés des Occidentaux. Il a pu mesurer, ainsi, les limites de cette libéralisation, lorsque des islamistes – par ailleurs coincés entre les demandes contraires de leurs équivalents maghrébins et soudanais d'un côté et celles de leurs pourvoyeurs saoudiens et koweïtiens, de l'autre – ont payé leur traditionnel écot à la répression sitôt qu'ils ont tenté de développer un discours contestataire concernant l'engagement égyptien au Koweït. A y regarder d'un peu près, et avec tout le confort du recul il faut l'avouer, on peut affirmer que la guerre du Golfe aura révélé au peuple égyptien beaucoup sur son propre mode d'organisation et de contrôle et sur sa relation avec le pouvoir, beaucoup plus de toute façon qu'il n'y paraissait au moment où se déroulaient les affrontements en terre koweïtienne.

Pour Baker, une nouvelle fois, c'est la guerre (ou ce qu'il nomme la crise du Golfe) qui a, à la fois, fourni la preuve que l'opinion n'avait rien de monolithique et démontré les limites de la liberté d'expression. Et ces limites, c'est la gauche, au sens vague et large de l'acception, qui les a révélées, en contestant chacune des lectures officielles des événements, avant, pendant et après les hostilités. C'est la gauche qui a crié tout haut : que « l'Égypte était un satellite de l'Amérique, non un partenaire » (p. 12) allié de surcroît avec les régimes les plus conservateurs du Moyen-Orient; que la « solution arabe » n'avait pas été explorée; que le vainqueur final c'était, une nouvelle fois, l'ouest et son allié Israël; que les américains étaient en train de s'assurer le contrôle des ressources pétrolières de toute la région; que la question palestinienne avait peu de chance de progresser, etc. Avec, pour effets induits, des critiques non déguisées d'un pouvoir présidentiel à la fois par trop monopoliste et flottant, hésitant, c'est-à-dire susceptible de changer d'attitude sur une même question en l'espace de quelques jours, sans doute sous l'influence de pressions américaines. D'un pouvoir présidentiel qui avait entraîné l'Égypte dans la destruction d'un autre Etat arabe allié de la veille, quelle que fut la responsabilité de son leader par ailleurs diabolisé outrancièrement (« Satan Hussein ») par les médias. D'un pouvoir qui n'avait pas reçu le prix de sa trahison à la cause arabe après coup, de toute façon.

Les échos de ces critiques ne sont pas mesurables, Raymond Baker pense qu'ils sont importants. Il suggère : que les Égyptiens considèrent que leur pays n'a été qu'un vainqueur fictif et qu'il a laissé passer l'occasion de devenir le leader d'un véritable système politique arabe autonome et unifié et non inféodé aux USA; que les combats du Golfe ont été un biais pour détourner les gens des problèmes internes; que, l'économie dite libérale, à laquelle on demande aux Égyptiens d'adhérer, associée aux habitudes d'emprunt, va engager plus encore un Etat dans un processus de dépendance, nouvel avatar de celui par lequel l'Égypte avait aliéné sa liberté au cours de la seconde moitié du XIXe siècle; que ce sont les couches les plus défavorisées qui vont encore en payer le prix, comme ce sont les pays pauvres, Palestine, Yémen, Égypte mais aussi les Asiatiques qui ont payé le prix de la guerre pour que les Koweïtiens et Saoudiens continuent à s'enrichir et à les mépriser; que les Israéliens soient assurés d'un suréquipement technologique, en avions, tanks et missiles par leur oncle d'Amérique, qui par ailleurs déclare mettre un terme à la course aux armements dans la région...

En somme, c'est à un nouvel ordre arabe interne, fondé sur plus de démocratie, qu'invitaient les membres d'une classe intellectuelle, pensant que ladite démocratie se situe moins dans les jeux illusoire des partis que dans les choix réels, la formation des consciences politiques et des cultures individuelles, et surtout dans l'exercice libre de la critique. Un nouvel ordre demandant non pas forcément moins d'Etat mais « un Etat moins autoritaire et plus capable de répondre aux besoins élémentaires des populations » comme le demandait Sayyid Yassine dans une interview en septembre 1991 parue dans *Rose al-Yusuf* (cité par R. B., p. 29).

Pour S. Yassine et d'autres avec lui, l'ordre ou le réordonnement du monde arabe ne saurait être celui de l'Amérique. Ce ne saurait être celui des patrons des Etats-stations d'essence de la péninsule ni des Etats citadelles du

Proche Orient, ou des monarchies fatiguées de Jordanie ou du Maroc. Il devrait être redéfini en profitant des chambardements mondiaux, incluant ceux liés à la guerre du Golfe et en fonction des besoins collectifs des intéressés, à savoir des Arabes eux-mêmes, ce que l'on s'entête à évoquer sous le terme de « sociétés civiles ».

Le Caire, janvier 1992

ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

I. Ouvrages en langues européennes

- AMIN Samir, KNIGHT G., FRANCK A.G., 1991 : *Le Grand tumulte*, Paris, La Découverte.
- BAUDRILLARD Jean, 1991 : *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Livres de France.
- AL-BAHARNA Husain, 1978 : *The Arabian Gulf States, their legal and political status and their international problems*, Beyrouth, Librairie du Liban.
- BENNIS Phyllis et MOUSHABROT Michel, 1991 : *A Gulf crisis reader*, Olive Branch Press.
- BESSON Yves, 1990 : *Identités et Conflits au Proche-Orient*, L'Harmattan, Paris
- BULLOCH John & MORRIS Harvey : 1991, *Saddam's war : The origins of the Kuwait conflict and the international response*, Faber, 210 p.
- COHEN Rogen & GATTI Claudio, *In the eye of the storm : The life of general H. Norman Schwarzkopf*, Farrar, Strauss & Giroux, 342 p.
- CRYSTAL Jill, 1991 : *Oil and politics in the Gulf : Rulers and merchants in Kuwait and Qatar*, Cambridge University Press, 210 p.
- DARWISH Adel et ALEXANDER G. *Unholy Babylon. The secret history of Saddam war*. Londres, St. Martin's Press.
- DELESTRE Philippe, 1991 : *Saddam Hussein*, Presse Universitaire, France
- DICKSON, H.R.P., 1956 : *Kuwait and her neighbors*, Londres, Allen and Unwin.
- DRAPER Theodore, 1992 : « The Gulf war reconsidered », *The New-York Review of Books*, XXXIX, 1-2, 46-53 ; « The true history of the Gulf War », *The New York Review of Books*, XXXIX-3, 38-45.
- DUNNIGAN James F. & BAY Austin, *From shield to storm : high-tech weapons, military strategy, and coalition warfare in the Persian Gulf*, Morrow, 512 p.
- FIALKA John J., 1991 : *The hotel warriors : Covering the Gulf*, Washington D.C., The Media Studies Project, Woodrow Wilson Center.
- FRIEDMAN Norman, 1991 : *Desert victory : The war for Kuwait*, Naval Institute Press, 435 p.
- GRAUBARD Stephen R., 1992 : *Mr. Bush's war*, Hill and Wang.
- GRESH Alain et VIDAL D., 1991 : *Le Golfe, clef pour une guerre annoncée*, Ed. Le Monde, Paris.
- HENDERSON Simon, 1991 : *Instant Empire*, Mercury House.
- ISHOW Habib, 1989 : *Le Koweit, évolution politique, économique et sociale*, Paris, l'Harmattan.
- LAUTERPACHT E., GREENWOOD C.J., WELLER Marc, BETHLEHEM Daniel (ed.), 1991 : *The Kuwait crisis : Basic documents*, Cambridge, Grotius Publications Ltd.
- LAURENS Henri, *Le grand jeu. Orient arabe et rivalités internationales*.
- LEWIS Bernard, 1992 : Rethinking the Middle East », Conférence prononcée sous l'égide de la Fondation Henry M. Jackson, University of Washington, Seattle, le 11 mars, The Henry M. Jackson Foundation, 26 p.
- MERLE Marcel, 1991 : *La crise du Golfe et le nouvel ordre international*, Paris, Economica.

- Middle East Watch, Human Rights Watch, *Needless deaths in the Gulf war : Civilian casualties during the air campaign and violations of the laws of war*, 402 p.
- MILLER Judith & MYLROIE Laurie, 1990 : *Saddam Hussein and the crisis in the Gulf*, Times Books.
- PISCATORI James, 1991 : *Islamic fundamentalisms and the Gulf crisis*. American Academy of Art
- PORTER Jadranka, 1991 : *Under siege in Kuwait*, Houghton Mifflin, 250 p.
- Pyle RICHARD, 1991 : *Schwarzkopf : The man, the mission, the triumph*, Sigmet.
- SACKUR Stephen, 1991 : *On the Basra road*, London Review of Books, 78 p.
- SALINGER Pierre & LAURENT Eric, 1991 : *Secret dossier*, Londres, Penguin.
- SCHOFIELD Richard, 1991 : *Kuwait and Iraq : Historical claims and territorial disputes*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 134 p.
- SCIOLINO Elaine, 1991 : *The Outlaw State : Saddam Hussein's quest for power in the Gulf crisis*, Wiley, 320 p.
- SIFRY Micah L. & CERF Christopher, (ed.), 1991 : *The Gulf war reader*, Times Books.
- SIMPSON John, 1991 : *From the house of war*, Arrow Books, 390 p.
- SMITH Jean Edward, 1992 : *George Bush's war*, Holt.
- WOLTON Dominique, 1991 : *War game*, Paris.
- YANT Martin, 1991 : *Desert mirage*, Prometheus Books.
- YERGIN Daniel, 1991 : *The prize*, Simon and Schuster.

2. Ouvrages en arabe (6)

- AL-A'ZAMI Walid Hamdi, 1991 : *Al-Kuwayt fi al-wathâ'iq al-britâniya* (Le Koweït dans les documents britanniques), Riyâd al-Rays, Londres
- AL-ABASSI Mohamed, 1990 : *'Al-Urdun bayn al-khiyâna al-'arabiya al-kobra wa al-ta'â-mur ma'a Saddâm Husayn* (La Jordanie entre la grande trahison arabe et la complicité avec Saddam Hussein), Al-Zahrâ' lil-'i'lam al-'arabi, Le Caire.
- ABDALLAH Abdallah Mohamed, 1990 : *Kârikâtûr al-mashâhîr fi 'azmat al-khalîj* (La caricature des personnages célèbres dans la crise du Golfe), Al-Dâr al-misriya lil-nashr, Qalyub.
- ABDALLAH Abou Islam Ahmed, 1990 : *Al-difa' al-'afdal. Al-'ittisâlât al-sirriya bayn Wash-hintûn, Baghdâd, Tel 'Abib* (La meilleure défense. Les contacts secrets entre Washington, Irak et Tel-Aviv), Bayt al-hikma, Le Caire
- ABDALLAH Hicham, 1991 : *Harb al-khalîj* (La guerre du Golfe), Al-mû'assasa al-'arabiya lil-dirâsât, Beyrouth
- ABD AL-FATTEH Jalel, 1990 : *Al-'amaliyât al-'askariya li ghazu al-Kuwayt* (Les opérations militaires pour l'invasion du Koweït), Al-maktab al-'arabi lil-ma'arif, Le Caire
- ABD AL-QAHHAR Khalida, 1990 : *Sikirtîrat Saddâm tatakallam* (La secrétaire de Saddam parle), Al-Zahrâ' lil-'i'lam al-'arabi, Le Caire.
- ABOU NOUAR Ali, 1990 : *Hin talâshat al-'arab. Mudhakkirât fi al-siyâsa al-'arabiya (1948-1964)* (Quand les Arabes se sont dispersés. Mémoires sur la politique arabe), Dâr al-Sâqî, Londres
- AMIN Jallal, 1991 : *Al-'arab wa nakbat al-kuwayt* (Les Arabes et la catastrophe du Koweït), Madbuli, Le Caire.
- AL-ATHIBI Zebn, 1991 : *Al-murâbitân al-kuwayt taht al-'ihtilâl* (Les assiégés du Koweït sous l'occupation), Al-Zahrâ' lil-'i'lam al-'arabi, Le Caire.
- BAKRI Mahmoud, 1991 : *Jarîmat 'Amrikâ fi al-khalîj. Al-'asrâr al-kâmila* (Le crime de l'Amérique dans le Golfe. Tous les secrets), Al-tibâ'a wa al-nashr wa al-tawzi' al-'arabiya, Le Caire

(6) Pour compléter ces références, voir *infra* M. PARIIS, Bibliographie sélective, p. 303 sq.

- AL-BEBLAOUI Hazem, 1990 : *Ba'da an yahda' al-ghubâr* (Après que la tempête se soit dissipée), Dar al-Shuruq, Le Caire
- AL-CHAAL Abdullah : *Qadiyat al-hudûd fi al-khalij al-'arabi* (La question des frontières dans le Golfe arabe), Markaz al-ahram, Le Caire
- CHARABI Nadhem, 1990 : *'Amrikâ wa al-'arab. Al-siyâsa al-'amrikiya fi al-watan al-'arabi fi al-qarn al-ishrin* (L'Amérique et les Arabes. La politique américaine dans les pays arabes au vingtième siècle), Riyâd Al-Rays, Londres
- Centre des études et des recherches politiques, 1991 : *Hattâ lâ tanshub harb 'arabiya-'arabiya* (Pour éviter une guerre arabo-arabe), Markaz al-buhûth wa al-dirâsat al-siyâsiya, Le Caire
- ECCHAIB Ahmed, 1990 : *Diktâtûr 'alâ al-tariqâ - Al-shâkûmâkû* » (Dictateur à la « chakoumakou »), Ahmad al-Shâyib, Le Caire
- AL-FAHED Soleiman, 1991 : *Shâhid 'alâ zaman al-'ihtilâl al-'iraqî fi al-Kuwayt* (Un témoin de l'ère de l'occupation irakienne du Koweït), Madbuli, Le Caire
- FARHAT Soleiman, 1991 : *Mudhakkirât Ba 'thi sâbiq. Sahafiyûn wa kuttâb lil bayi'* (Les mémoires d'un ex-baathiste. Journalistes et écrivains à vendre), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- FOUDA Mohamed Ridha, 1991 : *Al-'amn al-qaumi lil-khalij al-'arabi* (La sécurité nationale du Golfe arabe), al-Fajr lil-tibâ' wa al-nashr, Le Caire
- FUAD Midhat, 1991 : *'Arab mâ ba 'd... al-'âsifa* (Des Arabes d'après- la tempête), Al-Maktabal-'arabi lil-ma'ârif, 127 p.
- HEYKAL Mohamed Hassanein, 1991 : *Harb al-khalij* (La guerre du Golfe), Markaz al-Ahram, Le Caire
- HILLAL Ridha, 1991 : *Al-Sirâ' 'ala al-Kuwayt* (La lutte pour le Koweït), Sinâ lil-nashr, Le Caire
- HUSSEIN Ahmed Majdi, 1990 : *'Azmat al-khalij bayn 'ahkâm al-qur'ân wa fatâwi al-sultân* (La crise du Golfe entre les jugements du Coran et les opinions juridiques du Sultan), Dâr al-Sharq al-'awsat lil-nashr, Le Caire.
- HUSSEIN Mostapha, 1990 : *Al-muhib al-rukn* (L'officier vénérable), Al-Zahrâ' lil-'ilamal-'arabi, Le Caire.
- KAMEL Mustapha Ahmed, 1991 : *'Asifat al-Saharâ'- Dirâsa 'askariya* (La tempête du Sahara- Etude militaire), Maktabat Wahaba, 147 p.
- KHALED Khaled Mohamed, 1990 : *Al-Kuwayt. Fadâhat al-jarîma wa dilâl al-tabrir* (Le Koweït. Le désastre du crime sans justification), Al-Zahrâ' lil-'ilamal-'arabi, Le Caire.
- AL-KHALIL Samîr, 1990 : *Jumhûriyat al-khawf. Al-'irâq taht Saddâm Husayn, Ru'ya min al-dâkhil* (La république de la peur. L'Irak sous le pouvoir de Saddam. Vue de l'intérieur), Al-'insân lil-nashr, Le Caire
- Al-Markaz al-'ilâmi al-kuwayti, 1990 : *Khurâfat al-huqûq al-târikhiya lil-'irâq fi dawlat al-Kuwayt* (La légende des droits historiques de l'Irak sur l'Etat du Koweït), Koweït
- MENSI Souad, 1990 : *Limâdhâ tajammadat harb al-khalij ?* (Pourquoi la guerre du Golfe s'est elle figée ?)
- MOHAMED Abou Ishak, 1990 : *Hattâ lâ nansâ târikh al-'irâq wa kârithat al-kuwayt* (Pour qu'on n'oublie pas l'histoire de l'Irak et la catastrophe du Koweït), Al-majmû'a al-'islâmiya, Jeddâ
- MOHAMED Anouar, 1990 : *Al-Azma-* (La crise...), Dâr 'Ay 'Am lil-nashr, Le Caire
- MOUNIR Ali, 1990 : *Al-'irâq... al-kuwayt... Burkân 90...* (L'Irak... le Koweït... Volcan 90).
- NAFAA Ibrahim, 1992 : *Al-fitna al-kubrâ. 'Asifat al-khalij* (La grande sédition. La tempête du Golfe), Markaz al-Ahram, Le Caire.
- AL-NEMR Atef, 1990 : *Saffâh Baghdâd* (Le sanguinaire de Baghdad), Al-Salâh lil-dirâsât al-siyâsiya wa al-'intâj al-'ilâmi, Paris.
- AL-NAJIRI Mahmoud, 1991 : *Saddâm Husayn fi mizân al-'islâm...* (Saddam Hussein dans la balance de l'Islam), Al-Zahrâ' lil-'ilamal-'arabi, Le Caire.

- AL-NAKIB Ismaïl, 1990 : *Saddâm al-'ijrâm wa samâsirat al-kalâm* (Saddam : La criminalité et les propagateurs de discours), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- NOUR Aymen, 1991 : *'Ightiyâl al-Kuwayt. 'Asrâr... Haqâ'iq... Wathâ'iq* (L'assassinat du Koweït. Secret... Vérités... Documents), Shariqat al-'insân lil-khadamât al-sahafiya wa al-ma'lûmât, Le Caire.
- RAJAB Samir, 1992 : *Hukamâ' al-'Umma- wa 'azmat al-khalij* (Les sages de la nation- et la crise du Golfe), Sharikat al-'ilânât al-Sharkiya, 263 p.
- SAATI Amin, 1990 : *Al-'atmâ' al-'irâqiya fi al-kuwayt* (Les convoitises irakiennes au Koweït),
- AL-SAÏD Mosleh, 1991 : *Damir al-yaman wa 'aghtiyâl al-kuwayt* (L'éveil du Yémen et l'assassinat du Koweït), Râbitat al-küttâb al-yamaniyin bi 'urrûbâ.
- SALINGER Peter et LORAN Eric, 1991 : *Al-malaf al-sirri li-harb al-khalij* (Le dossier secret de la guerre du Golfe), Madbuli, Le Caire
- SELIM al-Iwa Mohamed, 1990 : Al-'abath bi al-'islam fi 'azmat al-khalij (L'exploitation de l'Islam dans la guerre du Golfe), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- AL-TAKRITI Garden, 1990 : *Kunnâ 'âbatun min al-lusûs wa al-katala khalf milishiyât Saddâm lil-'i dâm !...* (Nous étions une bande de voleurs et d'assassins derrière les milices criminelles de Saddam), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- AL-TAWIL Mohamed, 1990 : *Mu'amarat al-qarn 21...* (Le complot du vingt-et-unième siècle), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- AL-TAWIL 'Abd al-Sattar, 1991 : *'Azmat al-khalij. Harb am Salâm* (La crise du Golfe. Guerre ou Paix), Madbuli, Le Caire.
- AL-TOUHAMI Jaouad, 1990 : *Ishtu 'ahdâth al-Kuwayt* (J'ai vécu les événements du Koweït), Matba'at al-najâh al-jadida, al-Dâr al-Baydâ'.
- 1990 : *Mubarak wa damir Misr. Al-'Azma... Al-muwâjaha... Al-hal* (Mubarak et la conscience de l'Égypte. La crise... la confrontation... la solution), Al-haya' al-misriya al-'âma lil-kitâb, Le Caire.
- 1990 : *Imna û haza al-rajul min hadm al-ka'aba. Saddâm Husayn* (Empêchez cet homme de démolir la kaaba : Saddam Hussein), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- 1990 : *Huqûq al-'insân fi al-'irâq* (Les droits de l'homme en Irak), Min taqârîr al-munaz-zamaal-'arabiya li huqûq al-'insân
- 1990 : *Bilâd al-khauf wa 'ard al-ru'ub. Dirâsa fi jumhûriyat Saddâm* (Pays de la peur et terre de la terreur. Etude sur la république de Saddam), Al-Zahrâ' lil-'ilam al-'arabi, Le Caire.
- 1990 : *'Ightiyâl Saddâm Husayn. Al-'asrâr al-kâmila li khittat al-'ighiyâl* (L'assassinat de Saddam. Tous les secrets du plan d'assassinat), Al-Dâr al-sharqiyya, Le Caire
- 1990 : *Al-sijil al-'aswad. Riwayât shuhûd al-'iyân li majazir Saddâm Husayn fi al-Kuwayt* (Le registre noir : Les témoignages des boucheries de Saddam au Koweït), Al-mar-kaz al-'ilâmi al-kuwayti, Le Caire
- 1991 : *Al-muta'âmîrân* (Les comploteurs), Al-Salâh lil-dirâsât wa al-'intâj al-'ilâmi, Paris
- 1991 : *Al-jughrâfiya al-siyâsiyya lil-naft* (La géopolitique du pétrole), Sinâ lil-nashr, Le Caire
- 1991 : *'Amrikâ taghzû al-khalij* (L'Amérique envahit le Golfe), Sinâ lil-nashr, Le Caire
- Tadakhkhulât 'amrikâ fi al-buldân al-'islâmiya. Al-Kuwayt* (Les interventions de l'Amérique dans les pays islamiques. Le Koweït), Manshurât al-wikâla al-'alâmya, Beyrouth

Revue

- Arabies*, voir septembre 1990, n° 45, Spécial conflit du Golfe : Nouvelles données arabes et... planétaires, pp. 14-25.
- Octobre 1990, n° 46, Du Golfe à l'Océan, pp 6-43.
 - Septembre 1991, n° 57, Saddam Hussein : Echec mais pas mat, pp. 24-29.
- Les Cahiers de l'Orient*, 1^{er} et 2^e tr. 1992, n° 25-26 : Vers quel ordre arabe ? », pp. 9162.

- Esprit-Cahiers de l'Orient*, 1991 : « Paysages après la bataille. Contre la guerre des cultures », 360 p.
- Herodote*, 3^e et 4^e tr. 1990, n° 58-59 : « A l'Est et au Sud : De la crise du Golfe à la fin d'un Empire », (voir pp. 3-152).
- Maghreb-Machrek*, 3^e tr. 1990, n° 130 : « L'invasion du Koweït » (Etudes, pp. 5-125).
– 1^{er} tr. 1991, n° 131 : « Irak : rente pétrolière et concentration du pouvoir », (Marion Farouk-Sluggett, pp. 3-12) et « La crise du Golfe : nouvelles prises de position égyptienne » (Alain Roussillon, pp. 107-112).
– 3^e tr. 1991, n° 133 : « Un pétro-dinar belligène » (Ghassan Salamé, pp. 3-18).
- Le Monde diplomatique*, 1991 : « Proche-Orient. Une guerre de cent ans ». Manière de voir 11.
- Peuples méditerranéens*, 3^e tr. 1990, n° 52-53 : « A propos de la guerre du Golfe », pp. 255-292.
- Politique étrangère*, 2^e tr. 1991 : « L'après-Guerre du Golfe », pp. 411-464.
– 3^e tr. 1991 : « L'ONU et les institutions internationales après la Guerre du Golfe », pp. 649-662 et « La réglementation des armements après la Guerre du Golfe », pp. 671-686.
- Le Trimestre du monde*, 4^e tr. 1990 : « Pour comprendre la crise du Golfe », pp. 117-190.
– 1^{er} tr. 1991 : « Dossier du trimestre : le pétrole et la guerre », pp. 23-72.